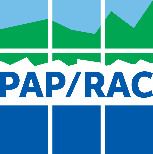
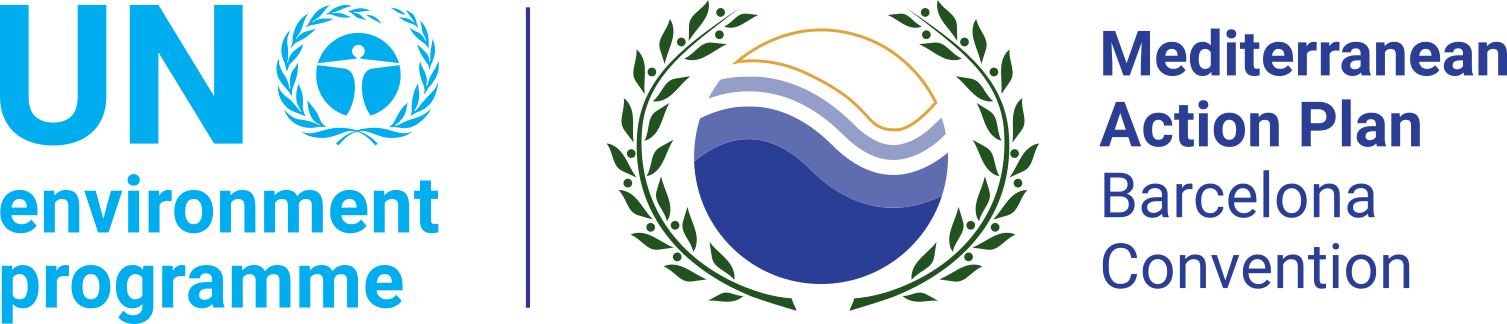
****

Centre d'activités régionales pour le Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP)

SPLIT, KRAJ SV. IVANA 11

# APPEL D’OFFRES

**Etude pour l’actualisation et la finalisation du Schéma Régional du Littoral de la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima :**

**Section** **expert en aménagement du territoire**

Financé par le sous-projet 2.1 du MedProgramme du

Fonds pour l’Environnement Mondial

ACQUISITION SIMPLE

Numéro de référence 9/GEF/2025

Split, juillet 2025

**1. INFORMATIONS GENERALES**

**1.1. Informations sur le client :**

* **Nom** : Centre d'Activités Régionales / Programme d'Actions Prioritaires - CAR/PAP (ci-après : le Client)
* **Siège social - adresse** : 21000 Split, Kraj Sv. Ivana 11
* **PIN :** 27788012253
* **Téléphone :** + 385 21 340470
* **Site web** : [www.paprac.org](http://www.paprac.org)

**1.2**. **Personne à contacter** : Les questions concernant le contenu et le format de l'appel d'offres peuvent être envoyées à la personne chargée de communiquer avec les soumissionnaires, Ante Ivcevic, e-mail : [ante.ivcevic@paprac.org](mailto:%20ante.ivcevic@paprac.org)

* 1. **Type d’appel d’offre :** Acquisition simple.
  2. **Valeur d’approvisionnement estimée :** La valeur du présent appel d’offre est estimée à 10,000 USD sans TVA.

**2. INFORMATION SUR L’OBJET DU MARCHE**

**2.1. Introduction**

Le Programme pour la mer Méditerranée : Renforcer la sécurité environnementale (MedProgramme), doté de 43 millions de dollars, comporte un ensemble de sept sous-projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) sur la période 2021-2025. Il vise à lancer l’exécution de mesures prioritaires afin de réduire les principales pressions environnementales transfrontières s’exerçant sur la mer Méditerranée et ses zones côtières, tout en renforçant la résilience face aux changements climatiques ainsi que la sécurité de l’approvisionnement en eau, et en améliorant la santé et les moyens de subsistance des populations côtières. Cet appel d'offres porte sur la finalisation et l’achèvement du Schéma Régional du Littoral de la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima. Les documents qui seront élaborés dans le cadre du FEM MedProgramme - Projet Zones côtières méditerranéennes : Sécurité hydrique, résilience climatique et protection de l'habitat (le sous-projet 2.1 - GEF ID 9687).

Le CAR/PAP est un partenaire d'exécution du sous-projet 2.1 avec le CAR/Plan Bleu, le GWP-Med, l'UNESCO-PHI et le PNUE/PAM (qui est l'agence d'exécution principale). Les pays bénéficiaires du sous-projet 2.1 sont l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, le Liban, la Libye, le Monténégro, le Maroc et la Tunisie. Pour cet appel d’offres, le pays bénéficiaire est représenté par le Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable – Département du Développement Durable représenté par le point focal du CAR/PAP (activités GIZC).

Le MedProgramme s'appuie sur le succès des projets MedPartnership et ClimVar et GIZC, qui ont enrichi les connaissances sur l'environnement méditerranéen et décrypté les implications du changement et de la variabilité climatiques ; renforcé la confiance mutuelle, la coopération et l'objectif commun des pays ; consolidé le partenariat entre les pays, les organes des Nations Unies, les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds bilatéraux et l'Union européenne ; tout en testant sur le terrain la faisabilité et l'efficacité des instruments techniques et politiques visant à faire face aux principales menaces présentes et futures à la durabilité environnementale et aux impacts liés au climat.

Le présent appel d'offres s'adresse au soumissionnaire pour l’élaboration d’une étude pour l’actualisation et la finalisation du Schéma Régional du Littoral (SRL) de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (TTA) au Maroc, conformément aux dispositions de la loi 81-12 relative au littoral et du Décret n° 2-15-769 fixant la composition, le nombre des membres, les attributions et les modalités de fonctionnement de la commission nationale de la gestion intégrée du littoral et des commissions régionales ainsi que les modalités d’élaboration du plan national et des schémas régionaux du littoral.

L’étude s’intègre dans le cadre du MedProgramme, plus précisément du Sous-projet 2.1 intitulé : *« Zones côtières de la Méditerranée : Sécurité de l’eau, résilience climatique et protection de l’habitat »* (ID FEM 9687), financé par le Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM). Les tâches et activités faisant l'objet de cet appel d’offres sont décrites plus en détail dans le chapitre 2.3.

La version préliminaire du SRL de la région TTA a été élaborée dans le cadre des activités du CP 2.1, en accord avec l'article 18 du Protocole de GIZC. Néanmoins, cette première version nécessite encore des efforts supplémentaires, notamment des travaux d’approfondissement et des visites de terrain, afin de répondre pleinement aux exigences législatives et réglementaires, en particulier celles prévues par l’article 8 de ladite loi.

**2.2. Objet d’Appel d’offres**

Le présent appel d’offres a pour objet la réalisation d’une étude pour actualiser et finaliser le Schéma Régional du Littoral pour la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima » et dont la finalité est de :

* Fixer les orientations fondamentales de l’aménagement, de la protection et de la mise en valeur du littoral, au regard de la vocation générale des différentes zones et notamment les zones affectées au développement industriel et portuaire, aux cultures marines et aux activités de loisir ;
* Effectuer des visites de terrain pour approfondir l’analyse et proposer des mesures adaptées pour une bonne gestion intégrée du littoral au niveau des provinces et préfectures à façade maritime de la région de Tanger Tétouan Al Hoceima ;
* Préciser les mesures de protection des écosystèmes du milieu marin et terrestre ;
* Déterminer les vocations des différents secteurs de l’espace maritime et les principes de compatibilité applicables aux usages correspondants.

Il convient de rappeler qu’une première version du Schéma Régional du Littoral (SRL) a été élaborée, comprenant :

* La délimitation spatiale de la zone d’étude ;
* Des analyses diagnostiques des risques, du développement spatial et dynamiques territoriales et sur la Société Equitable et l’Economie Verte et Bleue ;
* Un projet du schéma régional du littoral (y compris l’atlas cartographique).

**2.3. Consistance des prestations**

Les prestations objet du présent appel d’offre consistent en deux (2) missions, à savoir :

* Mission I : Elaboration du Schéma Régional du Littoral de la Région TTA ;
* Mission II : Mise en place d’un dispositif de suivi-évaluation et de reporting pour le suivi de la mise en œuvre du Schéma Régional du Littoral de la Région Tanger Tétouan Al Hoceima.

**2.4 Descriptif détaillé des prestations**

**Mission I : Élaboration du Schéma Régional du Littoral**

En vue d’aboutir aux résultats attendus de l’étude, le titulaire doit procéder à une actualisation de la version préliminaire du SRL-TTA, en s’appuyant sur la délimitation de la zone spatiale déjà définie dans cette la première version du SRL et de tenir en compte l’actualisation de Domaine public maritime. Le titulaire devra se déplacer sur le terrain de la Région TTA, pour collecter les données nécessaires à la réalisation de l’étude auprès des administrations concernées.

**Actualisation du Délimitation de la zone SRL :**

Cette délimitation requiert l’utilisation de l’outil SIG pour pouvoir superposer les couches thématiques et en déduire une délimitation de l’espace d’intervention du SRL tout en se basant sur l’état actuel du domaine public maritime. Les attributs à considérer sont :

* Les limites terrestres – aval des barrages ou lignes de partage des eaux,
* Les principaux cours d’eau versant en mer et leurs affluents,
* Les sites remarquables (les SIBEs, sites Ramsar, les aires marines protégées), …etc
* La bande réglementaire du Domaine public maritime et le trait de côte,
* Les douze miles marins.

Une fois cette délimitation biophysique actualisée et accomplie, il va falloir procéder à actualiser et à placer les communes dans la zone délimitée afin d’assurer la mise en œuvre par les territoires communaux (communes à façade maritime et communes se situant dans la zone d’influence). Cette délimitation pourrait contenir et considérer des sources polluantes lointaines pour une bonne évaluation des risques.

Collecte de données :

* Réaliser une analyse critique de la version préliminaire du Schéma Régional du Littoral de Tanger-Tétouan-Al Hoceima (SRL-TTA), ainsi que de toute nouvelle documentation disponible, en lien avec la gestion intégrée du littoral et les différents schémas de gestion et d’aménagement de cet espace.
* Redéfinir les orientations et les objectifs généraux à atteindre en matière de protection, de gestion intégrée, de préservation, de conservation et de mise en valeur du littoral, en tenant compte de la dynamique que connaît actuellement la région dans le cadre des préparatifs pour l’organisation du Mondial 2030, ainsi que des nouvelles données issues du Recensement Général de la Population et de l’Habitat de 2024 (RGPH 2024).
* Actualiser le recensement de toutes les activités s’exerçant sur le littoral y compris celles qui se pratiquent en dehors de tout plan ou schéma (plaisance, sports nautiques, tourisme, habitat, extraction de sable, etc.) ;
* Réaliser des enquêtes et visites de terrain au niveau des provinces et préfectures relevant de la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima pour approfondir le diagnostic par rapport aux différentes pressions et enjeux exercés sur le littoral ;
* Identifier, sur la base des données actualisées, les éventuels nouveaux hot-spots telluriques et les hot-spots à risques liés au changement climatique ;
* Collecter les données alphanumériques et géographiques ayant trait à la gestion du littoral au niveau régional et le cas échéant, produire celles qui manquent.
* Le contractant participera dans le travail collectif du groupe d’experts mandatés pour l’exécution des prestations prévues dans le cadre du présent appel d’offres, coordonné par l’expert environnementaliste, qui veillera à l’harmonisation et l’intégration de l’ensemble des documents, actions et mesures élaborés concernant l’aménagement du territoire. Ce travail est fait en concertation avec la Direction Régionale de l’Environnement et les services centraux du Département du Développement Durable. Aussi, le contractant doit procéder à une évaluation des questions concernant l’aménagement du territoire selon l’approche de la gestion intégrée du littoral en concertation avec les experts travaillant sur d'autres thématiques afin d’assurer une intégration cohérente des différentes contributions.

|  |
| --- |
| **Liste des indicateurs proposée** |
| Volume du sable extrait |
| Nombre de réunions de coordination des secteurs intervenant dans la gestion du littoral |
| Enveloppe budgétaire annuelle investie par les instances étatiques dans les projets de protection et de valorisation du littoral de la région concernée |
| Montant annuel du budget mobilisé auprès des partenaires au développement pour la mise en œuvre des projets de protection-valorisation dans la région |
| Enveloppe budgétaire allouée à la recherche – innovation sur le littoral de la région |
| Nombre de projets de recherche-innovation mis en œuvre pour la protection – valorisation du littoral de la région |
| Nombre de produits de communication élaborés |
| Campagnes d’information et de sensibilisation des populations des communes littorales de la région |
| Nombre d’ONGs, spécialisées dans l’environnement marin et côtier, associées dans une fédération régionale du littoral |
| Nombre de plans d’occupation des sols conformes à l’article 8 de la loi élaborés et adoptés |
| Superficie de la réserve foncière multi-usage avec accès au littoral dans les communes à façade littorale |
| Nombre de parkings de plages aménagés |
| Nombre de voies d’accès à la plage rapporté à la longueur de la plage |
| Nombre de plans d’occupation des sols respectés |
| Nombre de projets non conformes par rapport au plan d’occupation des sols |
| Proportion du volume des eaux usées domestiques traités par rapport au volume total des effluents bruts générés par les communes littorales de la région concernée (Paramètre : Taux d’épuration en %) |
| Pourcentage de déchets solides acheminées vers des dispositifs sécurisés (Centre d’Enfouissement et de Valorisation) |
| Surface protégée contre l’ensablement |
| Nombre de plans d’alerte communaux opérationnels |
| Budget alloué à la mise en œuvre des mesures de réduction des risques liés aux CC dans la région concernée |
| Nombre de projets mise en œuvre pour la promotion des filières vertes et bleues |
| Nombre de pêcheurs traditionnels formés et organisées |
| Nombre de coopératives féminines formées et opérationnelles (collecte-commercialisation des palourdes, activités agricoles et d’élevage, etc.) |
| Nombre de Plans d’Utilisation et de Gestion des Plages (PUGP) mis en œuvre |
| Nombre de « Pavillon bleu » octroyé |
| Nombre de falaises aménagées |
| Nombre d’ateliers de renforcement des capacités des acteurs territoriaux (élus, secteur privé et ONGs) sur la protection et la valorisation du littoral |

| **Intitulé des Couches** |
| --- |
| Délimitation marines et terrestre du SRL |
| Provinces de la région concernée |
| Communes de la région concernée |
| Limite Région |
| Carte Pédologique |
| Fragilité du Milieu à l'érosion |
| Indicateurs Communes de la région concernée |
| Zones Industrielles de la région concernée |
| Communes ayant une façade littorale de la région concernée |
| Communes arrière-pays littoral SRL |
| Bathymétrie |
| Demandes des dérogations |
| Trait de côte de la région concernée |
| Potentiel énergétique recherche offshore |
| Potentiel Énergétique Centrales Thermiques |
| Potentiel Minéral Gisement Sable Marin |
| Potentiel Portuaire |
| Potentiel Pêche Frayère |
| Potentiel Touristique Unité Aménagement Touristique |
| Potentiel Touristique Autre Ressource Touristique |
| Potentiel Écologique |
| Potentiel Culturel |
| Potentiel Balnéaire |
| Potentiel Agricole (Vigne, Orge, Tournesol, Olivier, Mais, Blé, etc.) |
| Zones à vocations agricoles |
| Sites Inondables par Crue Torrentielle DOE |
| Qualité des eaux souterraines |
| Périmètres irrigués |
| Périmètre agricole |
| Zones à vocations agricoles |
| Susceptibilité aux mouvements de terrain |
| Vulnérabilité à la pollution des eaux souterraines |
| Vulnérabilité à l’invasion marine des eaux souterraines |
| Zones inondables en cas de remontée des eaux de mers due aux changements climatiques |
| Positionnement touristique |
| Pôles et produits de développement touristique |
| Unités industrielles polluantes |
| Zone d'action |
| Nappes |
| Périmètre PA des communes de la région qui font partie du littoral de la région |
| Délimitation marine et terrestre du SRL |
| Agglomération Urbaine |
| Cordon Dunaire de la région concernée |
| Barrages |
| Barrage Surfacique |
| Réseau Hydrographique Surfacique |
| Réseau Hydrographique |
| Couvert Forestier de la région concernée |
| Périmètre SDAU qui fait partie du littoral de la région |
| Délimitation de la zone maritime (12 miles marins) |

L’élaboration du SRL-TTA **doit porter sur l’actualisation et la finalisation de la version préliminaire déjà établie**, et devra se baser sur les deux (02) principales portées : (i) une portée stratégique inspirée du Plan National du Littoral (PNL), déclinée en une vision pour le littoral de la région et en objectifs stratégiques ; et (ii) une portée opérationnelle affichant des objectifs opérationnels déclinés en mesures et projets de prévention, de protection, de conservation, d’aménagement et de mise en valeur, le SRL-TTA doit donc déterminer :

* La vocation de la zone ou des zones concernées ;
* Les espaces littoraux, côté terre, à aménager, à réhabiliter ;
* Les mesures à prendre en vue de la réhabilitation des zones dégradées ;
* La limite de la zone non constructible conformément aux dispositions de la Loi sur le littoral ;
* La limite de la zone d'interdiction de réalisation des infrastructures de transport ;
* Les mesures d'intégration des ports de plaisance dans les sites naturels et les agglomérations urbaines ;
* Les lieux dans lesquels les déversements de rejets liquides ne peuvent pas être effectués ; et le cas échéant, les lieux favorables à l'emplacement des stations d'épuration ou de traite ment des rejets ;
* Les espaces réservés au camping-caravaning ;
* Les espaces maritimes destinés à l'utilisation des véhicules nautiques et aériens à moteur;
* Les zones dans lesquelles certains types d'activités sont interdits ;
* Les lieux d'établissement des voies de passage et des voies d'accès du public au rivage de la mer ;
* La hauteur applicable aux installations, constructions et équipements ;
* Les zones nécessitant des mesures particulières ;
* Les mesures complémentaires nécessaires pour assurer une meilleure conservation du littoral, y compris les mesures de sensibilisation et d'éducation environnementale.

Il y a lieu de rappeler que le projet SRL-TTA doit comprendre, en plus du document alphanumérique, **un document ou un atlas cartographique** qui relate les mesures et projets préconisés par le SRL ainsi que celles des documents de l’aménagement du territoire et de l’urbanisme inscrites dans la zone SRL-TTA.

Au terme de cette mission, **le titulaire devra contribuer à la mise à jour du SIG** existant pour la délimitation de la zone spatiale ou la zone SRL, la cartographie thématique des potentiels, de l’état et des pressions et le zonage des espaces particuliers (zones dégradées, zones à risques, SIBEs), etc.

Pour cette raison, le titulaire - bien qu'expert en aménagement du territoire et spécialisé dans les questions d’aménagement territorial - doit travailler avec l'expert SIG, ainsi qu'avec d'autres experts thématiques qui participent au travail sur le SRL TTA, afin de réussir sa mise en œuvre. Ce SIG doit être intégré au niveau du **Système d'Information Régional de l'Environnement et du Développement Durable (SIREDD).**

Le titulaire doit aussi assister le Maître d’Ouvrage dans les processus d’examen et de concertation du projet du SRL par la Commission Régionale de Gestion Intégrée du Littoral de la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima et assister aux réunions de cette Commission.

**Mission II : Mise en place d’un dispositif de suivi-évaluation et de reporting pour le suivi de la mise en œuvre du Schéma Régional du Littoral (SRL)**

Conformément aux dispositions de l’article 20 du décret n° 2-15-769, l’autorité gouvernementale chargée de l’environnement doit élaborer et présenter au Gouvernement, chaque année, un rapport relatif à l’état d’avancement de l’exécution du plan national du littoral et des schémas régionaux du littoral.

Pour ce faire, le titulaire doit élaborer et proposer un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du SRL au niveau de la région de Tanger Tétouan Al Hoceima en collaboration avec d’autres experts mandatés dans la réalisation de cette étude. Le titulaire se concentrera sur les questions concernant l’aménagement du territoire et travaillera avec les experts travaillant sur d'autres questions afin de faciliter l’intégration de sa contribution dans les documents finaux finalisée par l’expert environnementaliste.

Le système de suivi-évaluation est la dernière phase très critique du processus. Il est établi pour le suivi de la performance, des progrès, de la budgétisation, et de l’efficacité d’opérationnalisation des mesures et projets préconisés dans le SRL. Il est crucial de rappeler que tout dispositif de suivi-évaluation efficace requiert des données de référence (état de référence) ainsi que des indicateurs de performance.

Le titulaire doit proposer un plan de suivi-évaluation de la mise en œuvre du SRL qui doit couvrir au moins les éléments suivants :

1. La proposition d’une batterie d’indicateurs SMART, en précisant pour chacun la fréquence de suivi ainsi que l’entité responsable, pour assurer le suivi de la mise en œuvre du SRL ;
2. L’identification des sources de données pour les indicateurs : il s’agit d’identifier les sources ou référentiels de données pour chacun des indicateurs ;
3. L’évaluation de la couverture spatiale et temporelle par les données ;
4. L’évaluation des besoins en ressources humaines et financières pour une gestion efficace du projet dans le cadre d’une approche de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) ;
5. L’évaluation de l'expertise requise pour mesurer ou compiler les indicateurs, le nombre de personnes à impliquer et les besoins de formations éventuels ;
6. L’élaboration d’un protocole ou mémorandum ou protocole d’entente pour le suivi et l’évaluation des indicateurs, impliquant les parties prenantes concernées ;
7. L’identification à l'avance des destinataires (parties prenantes) des résultats de suivi des indicateurs (administrations compétentes ayant des responsabilités de mise en œuvre, tel que prévu par la loi).
8. L’élaboration d’un rapport type à renseigner par les parties prenantes pour mettre en exergue l’état d’avancement de leurs plans qui concourent à l’atteinte des objectifs du SRL, et à assurer une communication fluide sur l'avancement des actions tout en prenant en considération les risques éventuelles pouvant affecter la mise en œuvre.

Au terme de cette mission, le titulaire doit élaborer un rapport sur le dispositif de suivi-évaluation et de reporting pour le suivi de la mise en œuvre du SRL-TTA.

**2.5 Description spécifique des prestations attendues :**

* Le contractant participera dans le travail collectif coordonné par l’expert environnementaliste, qui assurera la coordination entre les différents experts et jouera le rôle d’interlocuteur principal avec le maître d’ouvrage. Le contractant sera également chargé de contribuer dans l’intégration et de l’harmonisation des données et contributions techniques concernant l’aménagement du territoire en un document unique et cohérent.
* Le contractant, ainsi que toute équipe des experts et l’expert environnementaliste devrons assister à toutes les réunions et visites inscrites dans le présent offre/contrat.

**2.6 Livrables à fournir au maitre d’ouvrage**

Au démarrage, le titulaire doit fournir la note méthodologique détaillée décrivant l’approche finale qui sera suivie et les résultats attendus au niveau des deux missions, un plan de travail et un calendrier de l’ensemble des activités prévues dans le présent appel d’offre.

Le titulaire doit produire les livrables au niveau de chaque mission :

1. Rapport sur la Contribution « Aménagement du territoire » pour la **Mission I** : le Schéma Régional du Littoral finalisé, Atlas cartographique, et base SIG mis à jour.
2. Rapport sur la Contribution « Aménagement du territoire » pour la **Mission II** : Rapport sur le dispositif de suivi-évaluation et de reporting pour le suivi de la mise en œuvre du SRL TTA, et Rapport de synthèse sur l’intégralité de l’étude.

Le titulaire doit fournir à la fin de chaque mission les présentations Power Point (en français et en arabe).

**2.7. Validation des livrables**

Les prestations faisant l’objet de cet appel d’offres sont soumises à des vérifications effectuées par la DRE TTA – Secrétariat de la Commission Régionale de Gestion intégrée du Littoral et destinées à constater qu’elles répondent aux stipulations prévues dans l’appel d’offres.

Les livrables établis sont ainsi soumis pour approbation du maître d’ouvrage qui doit, soit :

* Accepter les livrables sans réserve ;
* Inviter le titulaire à procéder à des corrections ou améliorations des livrables pour les rendre conformes aux exigences de l’appel d’offre et aux règles de l’art.
* Prononcer un refus motivé des livrables pour insuffisance grave.

Si le maître d’ouvrage invite le titulaire à procéder à des corrections ou des améliorations, celui-ci dispose d’un délai de quinze (15) jours pour remettre le livrable en sa forme définitive.

**2.8. Ateliers et réunions :**

Le prestataire devra participer aux ateliers et réunions organisés dans le cadre de cette consultation, notamment :

1. L’atelier de présentation du plan d’action ;
2. Les ateliers de présentation et de validation des différentes missions ;
3. Les réunions de concertation et de restitution des résultats par province et préfecture (concertation et validation) ;
4. Les réunions techniques avec les parties prenantes clés, y compris l’expert SIG, pour intégrer les mesures identifiées dans le système d’information géographique (SIG) et l’atlas cartographique.

**2.9. Délai d’exécution de de l’appel d’offres**

Le délai d’exécution du présent appel d’offre est fixé jusqu’au 15 mars 2026. Il court à partir de la date prévue par l’ordre de servi prescrivant le commencement de l’exécution des prestations. Ce délai est reparti comme suit :

* **Mission I :** cinq (5) mois ;
* **Mission II :** trois (3) mois ;

Ces délais n’incluent pas les délais que se réserve le maître d’ouvrage pour la validation des livrables tel que prévu dans l’axe 2.5 ci-dessus.

**3. ÉLIGIBILITÉ DES SOUMISSIONNAIRES (CRITÈRES DE SÉLECTION) :**

**3.1. Moyens à mettre en œuvre par le titulaire**

L’expert(e) qui sera chargé(e) de la réalisation des prestations du présent appel d’offres doit être qualifié et expérimenté dans les domaines objet de l’étude, proposée par le titulaire dans son offre technique. Le titulaire doit s’adjoindre toutes compétences scientifique ou technique susceptible d’apporter une plus-value à l’exécution des prestations prévues dans le cadre de cet appel d’offre.

Pour cette consultation, le profil requis est celui d'un expert en aménagement du territoire, en plus de participer dans le travail de l'intégration des autres experts travaillant sur le SRL TTA sous la direction de l'expert environnementaliste (tels que experts en matière de gestion des risques littoraux liés au changement climatique, en questions socio-économiques et en SIG).

De plus, le titulaire doit posséder les qualifications générales et l'expérience professionnelle suivantes :

* Diplôme universitaire en aménagement du territoire/urbanisme/planification/autre en lien direct avec cet appel d’offres ;
* Expérience professionnelle avancée dans des projets similaires au présent appel d’offres (aménagement du territoire, GIZC), ainsi que des notions en SIG ;
* Une bonne connaissance du cadre et du fonctionnement institutionnel au niveau de la Région TTA ;
* Maîtrise de la langue française et arabe.

Le tableau suivant présente les critères, les unités de mesure, les labels et leur importance relative.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères** | **Label du critère** | **Description et unité de mesure** | **Méthodologie** | **Nombre de points** | **Maximum** |
| Prix | P | Le prix de l’offre, c’est-à-dire le montant financier de l’offre en USD, y compris la TVA, le cas échéant. | P = (Prix de l’offre la plus basse/prix de l’offre en cours d’évaluation) x 30 | 30 | 30 |
| Expertise | E | Nombre de projets/études liés aux travaux dans le domaine d’aménagement du territoire / la GIZC (tels que le domaine public maritime, les zones non-constructibles, les concessions publiques, les responsabilités, etc.) dans lesquels le soumissionnaire a été impliqué en tant qu'expert/coordinateur au Maroc | 1 – 3 | 20 | 50 |
| 4 – 7 | 30 |
| 8 – 11 | 40 |
| 12 et plus | 50 |
| Expérience  Connaissances de la région | N | Nb d’années d’experiences | < 5ans  > 5 ans | 5  10 | 10 |
| Nb d’études réalisées dans la région TTA | <2  >2 | 5  10 | 10 |

**Aux fins d’établissement des motifs énoncés au point 3.1. de l'appel d'offres, le soumissionnaire soumettra les éléments suivants dans son offre :**

i) Le curriculum vitae (CV) du soumissionnaire, mettant clairement en évidence, entre autres, les qualifications techniques et professionnelles requises et le nombre d’années d’expériences.

**4. INFORMATION SUR L’OFFRE**

**4.1. Contenu et format de l’offre**

La proposition d’offre doit contenir les éléments suivants :

* Le **curriculum vitae** du soumissionnaire, prouvant les capacités techniques et professionnelles requises ;
* La **fiche d’appel d’offres** signée et remplie conformément au présent appel d’offres (annexe 1) ;
* La **liste des projets** vérifiant l'expertise (voir ch.5) du soumissionnaire (annexe 2) ;
* La **déclaration de coûts** signée et remplie conformément au présent appel d’offres (annexe 3).

**4.2. Format de l'offre et soumission**

Les offres doivent être rédigées conformément aux exigences énoncées dans l’appel d’offres.

Les offres doivent être envoyées par voie électronique aux adresses électroniques suivantes : [ante.ivcevic@paprac.org](mailto:ante.ivcevic@paprac.org) et [paprac@paprac.org](mailto:paprac@paprac.org) avec comme objet du courriel « SRL TTA\_ aménagement du territoire ».

**4.3. Date, heure et lieu de remise des offres**

Les offres doivent être reçues avant le **~~18 juillet 2025, 15h CEST.~~ ~~15 août à 15h CEST (prolongé)~~ 29 août 2025 à 15h CEST (prolongé)**

Toutes les offres reçues après la date limite d'ouverture des offres seront marquées comme tardives et exclues de la procédure.

Le soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre avant la date limite de remise des offres. L'offre modifiée sera soumise de la même manière que l'offre originale et portera clairement la mention « modifiée ». Le soumissionnaire peut retirer son offre en soumettant une déclaration écrite avant la date limite de remise des offres. La déclaration écrite sera soumise de la même manière que l'offre originale et portera clairement la mention « déclaration de retrait de l'offre ». Les offres alternatives ne sont pas autorisées.

**4.4. Devise de l’offre**

L’offre sera estimée en USD.

* 1. **Période de validité**

15 jours à compter de la date limite de remise des offres.

**4.6. Méthode de fixation des prix**

Tous les frais liés à cet appel d'offres, tels que les frais de transport et d'hébergement éventuels, ainsi que d'autres frais supplémentaires tels que l'indemnité journalière de substance liée aux visites de terrain et aux réunions liées à l'offre, doivent être inclus dans le prix de l'offre. Aucun frais supplémentaire ne peut être pris en charge par le Client.

Le prix de l'offre doit être exprimé en USD et écrit en chiffres. Le prix de l'offre ne peut être modifié lors de la durée du contrat.

Pour tous les soumissionnaires basés en dehors de la République de Croatie ou non soumis au système de TVA, le champ TVA doit rester vide dans la « Feuille d’appel d’offres » et dans la « Feuille de relevé des coûts » (Annexe I et Annexe II). Dans les deux fiches (Annexe I et Annexe II), dans les champs « Prix de l'offre hors TVA » et « Prix total avec TVA », le même montant doit être indiqué.

Lors de l'évaluation des offres, le Client prendra en compte le prix total (avec taxe sur la valeur ajoutée, comme indiqué aux Annexes 1 et 2). Dans le cas où le soumissionnaire est basé en dehors de la République de Croatie ou n'est pas soumis au système de TVA, la TVA sera payée par le Client.

**5. CRITÈRES D’ATTRIBUTION**

L'appel d'offres sera attribué selon les critères de **l'offre économiquement la plus avantageuse (OEPA)**.

Le tableau suivant présente les critères, les unités de mesure, les labels et leur importance relative. Ils seront appliqués aux soumissionnaires qui satisfont les critères de capacité technique et professionnelle définis au chapitre 3.1. Les critères d'attribution de l’OEPA sont les suivants :

1. Le prix proposé (annexe 3) ;
2. expertise du soumissionnaire (annexe 2);

La détermination de l’OEPA selon les critères de sélection ci-dessus se fera comme suit : après que le Client ait déterminé la valeur du score par critère individuel, les points attribués au soumissionnaire selon chacun des critères seront additionnés afin d'obtenir le nombre total de points pour chaque soumissionnaire. Le soumissionnaire choisi sera celui qui aura obtenu le score total le plus élevé selon tous les critères ci-dessus.

À ce moment-là, l’OEPA est égal à la note totale la plus élevée résultant du classement des offres ; le nombre total maximum de points est de 100,00, le total des points étant calculé avec deux décimales. Dans le cas où deux ou plusieurs offres obtiennent le même nombre de points, c'est celle qui a été reçue en premier qui est retenue. Comme preuve, on utilisera les données sur l'ordre dans lequel les offres ont été reçues.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Critères** | **Label du critère** | **Description et unité de mesure** | **Méthodologie** | **Nombre de points** | **Maximum** |
| Prix | P | Le prix de l’offre, c’est-à-dire le montant financier de l’offre en USD, y compris la TVA, le cas échéant. | P = (Prix de l’offre la plus basse/prix de l’offre en cours d’évaluation) x 30 | 30 | 30 |
| Expertise | E | Nombre de projets/études liés aux travaux dans le domaine d’aménagement du territoire / la GIZC (tels que le domaine public maritime, les zones non-constructibles, les concessions publiques, les responsabilités, etc.) dans lesquels le soumissionnaire a été impliqué en tant qu'expert/coordinateur au Maroc | 1 – 3 | 20 | 50 |
| 4 – 7 | 30 |
| 8 – 11 | 40 |
| 12 et plus | 50 |
| Expérience  Connaissances de la région | N | Nb d’années d’experiences | < 5ans  > 5 ans | 5  10 | 10 |
| Nb d’études réalisées dans la région TTA | <2  >2 | 5  10 | 10 |

La sélection des offres économiquement les plus avantageuses déterminera la base d'évaluation des critères pour chaque offre individuelle en fonction de la livraison de la documentation demandée au soumissionnaire, sous la forme appropriée : OEPA = P + E + N.

**Aux fins de l'établissement des motifs énoncés au point 5. de l'appel d'offres, le soumissionnaire doit présenter les éléments suivants dans son offre :**

* ***Liste des projets attestant de l’expertise du soumissionnaire*** *(annexe 2).*

**6. DATE D’ÉCHÉANCE, CONTRAT ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le Contrat sera effectué en dollars américains (USD). Le Client effectuera le paiement au Soumissionnaire en deux versements, à savoir :

* 70% à la soumission et à l'approbation des livrables de la mission I par le CAR/PAP (sous réserve de la validation par la DRE TTA) ;
* 30% à la soumission et à l'approbation des livrables de la mission II par le CAR/PAP (sous réserve de la validation par la DRE TTA) ;

Toutes les personnes morales (dans ou hors du système de TVA) et les personnes physiques qui sont dans le système de TVA sont tenues d'émettre une ou plusieurs factures.

Un paiement anticipé par le client n'est pas autorisé. La durée prévue du contrat est huit mois. Le contrat se termine le 15 mars 2026.

**Annexe 1**

**Dossier de candidature**

**Autorité contractante** : Centre d'activités régionales pour le Programme d'actions prioritaires (CAR/PAP), Kraj Sv. Ivana 11, 21000 Split, Croatie

**Objet d’approvisionnement :** Appel d'offres - Soumissionnaire pour fournir l’étude pour l’actualisation et finalisation du SRL TTA (Maroc) : section aménagement du territoire.

**Informations sur le soumissionnaire :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du soumissionnaire et siège social** |  |
| **NIP[[1]](#footnote-1)** |  |
| **Nom de la Banque** |  |
| **IBAN** |  |
| **SWIFT** |  |
| **Prénom, nom de famille et fonction de la/des personne(s) habilitée(s) à signer le contrat d’approvisionnement**  **personne(s) habilitée(s) à signer le contrat**  **d’approvisionnement** |  |
| **Nom et titre de la personne de contact :** |  |
| **Adresse postale :** |  |
| **Adresse électronique :** |  |
| **Numéro de téléphone :** |  |

**Prix de l’offre :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Prix ​​net de l'offre (USD)**  **en dollars US** |  |

**Date de validité de l’offre :** (au moins 15 jours après la date limite de dépôt des offres)**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Le soumissionnaire :**

# (Signature d’un représentant juridique)

**Annexe 2**

**Expérience pratique permettant de vérifier l’expertise du soumissionnaire**

Expérience du soumissionnaire-consultant (Nom et Prénom) \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_, pertinente pour les principaux domaines d'activité de ce projet au Maroc dans lequel le soumissionnaire a été impliqué en tant qu'expert/coordinateur :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| No[[2]](#footnote-2). | Expérience (nom du projet/étude ou autre type d'engagement connexe) | Rôle de l’expert | Nom du client | Année (début; fin) |
| 1. |  |  |  |  |
| 2. |  |  |  |  |
| 3. |  |  |  |  |
| 4. |  |  |  |  |
| 5. |  |  |  |  |
| 6. |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

A \_\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_\_\_ 2025.

(Nom du soumissionnaire ou de son représentant légal)

**Annexe 3**

**Déclaration de coûts**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **No.** | **Description du livrable** | **Nombre d’unités** | **Prix unitaire en USD** | **Prix total du livrable en USD** |
| 1. | **Rapport sur la Contribution Aménagement du territoire pour la Mission I : le Schéma Régional du Littoral finalisé, Atlas cartographique, et base SIG mis à jour.** |  |  |  |
| 2. | **Rapport sur la Contribution Aménagement du territoire pour la Mission II : Rapport sur le dispositif de suivi-évaluation et de reporting pour le suivi de la mise en œuvre du SRL TTA, et Rapport de synthèse sur l’intégralité de l’étude** |  |  |  |
| **Prix ​​net total de l'appel d'offres en USD** | | | |  |

A\_\_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_\_\_ 2025

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Nom complet du représentant légal)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

(Signature du représentant légal)

1. Ou numéro d'identification national selon le pays d'établissement de l'opérateur économique, le cas échéant [↑](#footnote-ref-1)
2. Ajoutez des lignes, si nécessaire [↑](#footnote-ref-2)